

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

LF CROISSANCE & TERRITOIRES

Société civile de placement immobilier à capital variable
Siège social : 128, boulevard Raspail – 75006 PARIS
334 325 586 R.C.S. PARIS

AVIS DE DEUXIEME CONVOCATION

Les Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire convoquées le dix-huit juin deux mille vingt-cinq n'ayant pu valablement délibérer sur les résolutions à caractère extraordinaire faute de quorum requis, les associés de la Société Civile de Placement Immobilier LF CROISSANCE & TERRITOIRES, sont à nouveau convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire sur seconde convocation le trois juillet deux mille vingt-cinq à onze heures trente afin de délibérer sur le même ordre du jour :

De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

1. Suppression du pouvoir du conseil de surveillance d'autoriser la modification des valeurs de reconstitution et de réalisation de la SCPI en cours d'exercice et de l'obligation de soumettre les valeurs de la SCPI à l'approbation de l'assemblée générale - Modification corrélative des articles 23, 26 et 27 des statuts ;
2. Modification de la politique de recours au financement bancaire - Modification corrélative du paragraphe « Politique de recours au financement bancaire » de la note d'information ;
3. Précision des règles relatives aux modalités de retrait et modification corrélative du point « Modalités de retrait » du paragraphe « Retrait » de l'article 7 des statuts ;
4. Précision apportée à la commission de gestion et modification corrélative du paragraphe 3 « Commission de gestion » de l'article 19 des statuts ;
5. Précision apportée aux distributions de réserves de plus-values et modification corrélative de l'article 28 des statuts ;
6. Suppression de la limite d'âge imposée au conseil de surveillance - Modification corrélative du point 1.1 du paragraphe 1 de l'article 20 des statuts ;
7. Précision des règles relatives aux délibérations des assemblées générales et aux consultations écrites et modification corrélative des paragraphes 5 « Délibérations – Quorum » et 6 « Consultation écrite » de l'article 24 des statuts
8. Modification du nombre de membres composant le conseil de surveillance et modification corrélative du point 1.1 du paragraphe 1/ « Nomination – Révocation » de l'article 20 des statuts
9. Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

Le projet de résolutions a été publié dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n° 62 du 23 mai 2025.

La société de gestion